



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES  
CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX  
ET INSTITUTIONS SIMILAIRES (AICESIS)

**C. E. S**  
**România**

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
DE ROUMANIE  
(CES)

---

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SAINT DOMINGUE, 6-8 septembre 2017

---

## ALLOCUTION DE MONSIEUR IACOB BACIU, PRÉSIDENT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE ROUMANIE, DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AICESIS, LORS DE SON INVESTITURE EN TANT QUE PRÉSIDENT DE L'AICESIS POUR LE MANDAT 2017- 2019

**CHER** Président, Cher Secrétaire Général, Chers collègues,



Allocution de Monsieur Iacob Baciu, président du CES

Je suis très honoré d'être ici, à Saint-Domingue, pour prendre en charge, en tant que Président du Conseil économique et social de Roumanie, la position importante de président de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et des institutions similaires, pour le mandat 2017-2019.

Au nom du Conseil économique et social de Roumanie et en mon propre nom, je voudrais remercier M. Agripino Núñez Collado, président de l'AICESIS, et exprimer la gratitude pour la manière exceptionnelle dans laquelle il a dirigé l'activité de l'Association pendant le mandat 2015-2017.

Le même grand merci à M. Patrick Venturini, secrétaire général de l'AICESIS jusqu'au 30 juin 2017. Je voudrais évoquer ici le travail exceptionnel que M. Venturini a déployé en tant que Secrétaire général, et exprimer, à cette occasion, mes éloges et mon appréciation pour sa contribution remarquable au progrès de l'AICESIS.

Le Conseil économique et social de Roumanie est membre fondateur de l'AICESIS et membre du Conseil d'administration pour le troisième mandat consécutif.

Le Conseil économique et social de Roumanie a toujours considéré le travail de l'AICESIS comme très important et a été pleinement impliqué dans toutes les actions lancées par l'AICESIS.

Le CES roumain a participé à toutes les réunions de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration de l'AICESIS, ainsi qu'aux nombreuses réunions internationales organisées par l'Association.

Notre Conseil a organisé conjointement avec l'AICESIS deux assemblées générales: en 2002 et 2014.

De plus, en juin 2016, le Conseil économique et social de Roumanie a organisé la conférence internationale de l'AICESIS sur «La migration en Europe: le rôle des CES-IS face aux défis, responsabilités et solutions». La conférence a réuni les membres des CES de 16 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Europe et du Moyen-Orient.

Je dois mentionner que, cette année, le Conseil économique et social de Roumanie fête ses 20 ans d'existence et d'activité.

Le Conseil économique et social de la Roumanie est organisé et opère en vertu de l'article 141 de la Constitution de la Roumanie et conformément aux dispositions de la loi 248/2013, telle que modifiée et complétée par la suite.

Le Conseil économique et social de Roumanie est un organe consultatif du Parlement et du Gouvernement de la Roumanie dans les domaines de compétence établis par la loi, étant une institution publique d'intérêt national, tripartite, autonome, créée dans le but de parvenir à un dialogue tripartite au niveau national entre les organisations d'employeurs, les organisations syndicales et les représentants des associations et des fondations non gouvernementales de la société civile.

Le Conseil économique et social est obligatoirement consulté par le gouvernement sur les projets de loi ou par les députés ou les sénateurs sur les propositions législatives. Le résultat de cette consultation se matérialise dans les avis aux projets d'actes normatifs.

Les domaines de compétence du Conseil économique et social sont les suivants:

- politiques économiques;
- politiques fiscales financières;
- relations de travail, protection sociale, politiques salariales et égalité des chances et de traitement;
- agriculture, développement rural, protection de l'environnement et développement durable;
- protection des consommateurs et concurrence loyale;

- coopératives, professions libérales et travail indépendant;
- droits et libertés des citoyens;
- politiques sanitaires;
- politiques dans les domaines de l'éducation, de la jeunesse, de la recherche, de la culture et du sport.

Chaque domaine de spécialité est coordonné par une section permanente composé de neuf membres, trois membres nommés par chaque partie composante du CES.

L'assemblée plénière du Conseil économique et social compte 45 membres, y compris le président et les vice-présidents.

La nomination des membres de l'Assemblée plénière du CES se fait comme suit:

- 15 membres désignés par les confédérations patronales représentatives au niveau national, représentant la partie patronale;
- 15 membres désignés par les confédérations syndicales représentatives au niveau national, représentant la partie syndicale;
- 15 membres, représentant les structures associatives de la société civile, nommés par décision du Premier ministre, sur proposition du Ministère du travail, de la famille, de la protection sociale et des personnes âgées.

Le président du Conseil économique et social est élu sur la base du principe de rotation parmi les parties constitutives du CES. Chaque partie constitutive du CES détient un poste de vice-président.

Au sein du Conseil Economique et Social fonctionne un Secrétariat Technique qui est l'instrument de travail spécialisé, technique et administratif. Le Secrétariat Technique est placé sous la direction d'un Secrétaire général nommé par l'Assemblée Plénière du Conseil économique et social.

Le Conseil économique et social de Roumanie propose, pour approbation par le Ministre de la justice, les personnes qui occuperont les postes d'adjoints juridiques dans les tribunaux qui régleront les conflits du travail, suite à leur nomination par les groupes d'employeurs et de syndicats qui font partie du CES.

Pratiquement, la portée du Conseil économique et social roumain s'étend aux domaines d'activité des trois branches du pouvoir de l'État: le pouvoir législatif (le Parlement), le pouvoir exécutif (le Gouvernement) et le pouvoir judiciaire.

Le Conseil économique et social de Roumanie désigne les représentants des travailleurs, des employeurs et de la société civile de Roumanie au sein du Comité économique et social européen.

Pour mon mandat à la présidence de l'AICESIS, je me propose de contribuer au développement du dialogue social en tant qu'instrument principal d'information, de consultation et de négociation entre les partenaires sociaux et le gouvernement en vue de garantir l'élaboration et la promotion d'une législation du travail juste, équitable et décente, qui

assure la prévisibilité dans le développement de la carrière professionnelle, la protection sociale, la création et la préservation des emplois, l'abolition de la pauvreté et des inégalités sociales, l'inclusion sociale et la prospérité.

Je vais encourager les membres de notre Association à être plus actifs dans leurs efforts de soutenir la démocratie durable, développer la démocratie participative, éradiquer la pauvreté, encourager l'initiative et contribuer à la prospérité et au développement économique des populations, suivant les principes de l'ONU et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

En tant que président de l'AICESIS, je serai favorable au renforcement de la coopération avec le Comité économique et social européen en vue de corrélérer nos actions pour mener à bien les objectifs communs des deux organisations, organiser des échanges d'informations sur des thèmes d'intérêt commun, organiser des activités conjointes.

Je serai favorable à la mise en place des conseils économiques et sociaux dans les pays où ils n'existent pas. Une attention particulière sera accordée aux pays d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Australie.

L'AICESIS doit élaborer des stratégies pour attirer des pays des continents mentionnés dans le processus de développement des Conseils économiques et sociaux et de coopération avec l'AICESIS.

L'AICESIS doit devenir une voix active et écoutée par les décideurs politiques et économiques du monde. Elle doit élaborer un système actif de communication et d'information des organisations membres, et de la population, doit s'impliquer avec force et détermination dans la lutte pour la solidarité, en participant activement à l'analyse et à l'élaboration des stratégies de solution aux problèmes auxquels se confronte l'humanité: la pauvreté et la discrimination de toutes sortes, les guerres, les inégalités sociales, le manque d'emplois, les inégalités salariales, le manque de protection sociale, l'exclusion sociale, le terrorisme.

La solidarité entre les États, la solidarité au sein de notre Association, la solidarité sociale, voilà le principe primordial pour lequel je vais me battre et que je vais promouvoir pendant mon mandat.

Sans solidarité, notre travail se limitera aux déclarations et aux bonnes intentions exprimées et jamais mises en œuvre.

Je vous invite à conclure un pacte de solidarité pour montrer que nous nous soucions qu'il y ait de la pauvreté dans le monde, que beaucoup, beaucoup de personnes vivent au bord de la pauvreté ou soient touchées par l'extrême pauvreté, que de centaines de milliers de personnes et d'enfants meurent à cause de la faim, que des populations entières soient dépourvues de soins de santé, que des millions de personnes soient analphabètes, leur droit à l'éducation leur étant refusé, qu'il y ait des millions

de réfugiés qui ont abandonné leurs pays en fuyant les guerres et la discrimination.

Je vous invite à transformer notre travail en plus d'action et moins de discussions, je vous demande que chacun de nous fasse quelque chose dans son propre pays afin que le dialogue social devienne le moyen de diminuer les inégalités, d'imposer des relations de travail correctes et équitables, d'assurer la prospérité et la sécurité des populations et, militants, tous ensemble, au niveau international, au sein des institutions internationales, pour garantir un avenir certain et la prospérité pour tous les pays du monde.

Nous nous trouvons à un moment où l'histoire semble être à une croisée des chemins qui nous défie. La révolution de l'industrialisation et de la technologie semble avoir épuisé ses ressources, et une autre révolution, moins anticipée, moins connue, vient vite la remplacer.

La révolution numérique est de plus en plus présente et annonce des changements majeurs en termes économiques et sociaux.

Les emplois anciens sont menacés de disparition, de nouveaux emplois seront effectués par des machines plutôt que des personnes, les relations de travail en seront affectées.

Beaucoup de gens parlent des avantages que l'ère numérique apportera, et encore plus craignent que ces changements ne nous trouveront pas préparés.

Les grands hommes du monde soulèvent des questions à ce sujet et attendent des réponses des experts.

Lors du dernier congrès de la Confédération européenne des syndicats, Martin Schulz, à l'époque président du Parlement européen, a exprimé son inquiétude face aux effets de la numérisation en déclarant: «bientôt nos réfrigérateurs seront remplis automatiquement, nos voitures fonctionneront sans chauffeur, et un ordinateur pourra surveiller notre santé. La numérisation du monde engendre des opportunités inattendues, une plus grande transparence et participation, un meilleur accès au savoir et à l'information, une meilleure prise en charge médicale et de meilleurs services. Nous devons exploiter ces innovations si nous voulons qu'elles améliorent la vie des gens. Cependant, la numérisation ne vient pas sans risques et menaces. Les objectifs monopolistiques des grands groupes mondiaux et la surveillance de masse par des services secrets peuvent provoquer un débat de fond en Europe. Mais nous ne parlons pas assez des effets de la numérisation dans le monde du travail. Cela nous oblige, pour le début, à poser des questions critiques: avons-nous vraiment plus de liberté lorsque nous avons accès à nos Smartphones à tout moment et, en conséquence, est-ce que nous sommes plus capables de travailler différemment, sans limitation de temps? Comment pouvons-nous exercer notre droit à l'autodétermination en relation avec l'information, lors d'une période d'exploitation commerciale des données? Comment pouvons-nous protéger nos droits d'auteur et com-

ment peut tout cela nous garantir un salaire équitable pour le travail que nous effectuons?»



Les dirigeants anciens et actuels d'AICESIS: Patrick Venturini et Agripino Núñez Collado, Iacob Baciu et Francisco Gonzáles de Lena

Nous sommes maintenant dans un moment délicat, pour le moins. C'est pourquoi, je propose que le thème de notre mandat à la présidence de l'AICESIS, que je soumetts à votre débat, analyse et attention, soit le suivant: «L'impact de la révolution numérique sur l'avenir de l'humanité».

C'est un thème qui demandera des éclaircissements sur des questions majeures qui seront certainement de plus en plus urgentes.

Premièrement, nous ne pouvons pas imaginer l'avenir sans tenir compte des problèmes auxquels sont confrontés les jeunes. En fait, les jeunes représentent les citoyens actifs qui vivront et travailleront dans notre avenir.

Les jeunes s'intéressent particulièrement au développement numérique sur le marché du travail, dépendant fortement de l'utilisation des technologies de l'information.

Aujourd'hui, il y a plus de cinq millions de jeunes sans emploi en Europe. Cinq millions de destinées au début de leurs carrières professionnelles, qui ne trouvent pas leur place sur le marché du travail. C'est une situation inacceptable qui nécessite des solutions urgentes.

Après une brève analyse, je peux identifier quelques-unes des causes de cette situation tragique affectant les jeunes, qui sont les futurs citoyens:

- De nombreux jeunes détiennent un ou plusieurs diplômes universitaires ou au moins une qualification technique. Néanmoins, ceux qui travaillent activement sur le marché du travail ont des professions autres que celles pour lesquelles ils ont été qualifiés. Nous nous demandons quelle pourrait être la cause de ce phénomène. Est-ce que le manque de corrélation entre leurs qualifications initiales et les exigences du marché du travail est une de ces causes?
- Bien que de nombreux jeunes soient hautement qualifiés, ils ne trouvent pas de travail. Nous nous demandons, les qualifications obtenues dans les universités n'ont-elles pas été mises à jour conformément aux exigences du marché du travail?
- Est-ce que quelqu'un a fait une étude sérieuse sur les aspirations des jeunes, sur les problèmes qu'ils rencontrent au lieu de travail, sur les carrières qu'ils souhaitent poursuivre?

- Comment pourrait le manque d'expérience des jeunes invoqué par les employeurs être compensé: par la valorisation de leur enthousiasme, leur imagination, leur intérêt pour le neuf?

Je crois fermement que les jeunes sont la clé du succès d'un avenir sans guerres, un avenir tolérant et prospère, qui pourrait offrir à tous les pays la possibilité de définir leur identité et de développer leur potentiel en harmonie avec les autres pays.

Ce que nous devons faire est simple. Nous devons seulement nous rappeler que ces jeunes existent, qu'ils ont des aspirations et des craintes, qu'ils rencontrent souvent des situations où ils ne devraient pas être laissés seuls, qu'ils ont besoin de protection, d'éducation, de notre souci et de notre soutien.

Ils semblent les plus adaptés à la nouvelle ère numérique, mais sont également les plus exposés aux effets négatifs qu'elle peut générer.

Deuxièmement, nous devons soulever la question: dans quelle mesure notre vie sera sûre à l'ère numérique?

Bien sûr, l'utilisation quotidienne des technologies de l'information peut avoir de nombreux avantages:

- communication et information rapide;
- diminution des activités de routine;
- précision dans la conception et le développement des biens;
- surveillance des activités dangereuses;
- diagnostic médical précis;
- sécurité du transport;
- interventions chirurgicales non invasives;
- exploration des océans et de l'espace extra-atmosphérique, etc.

Il existe aussi de nombreuses vulnérabilités concernant:

- le droit à la vie privée;
- la manipulation de l'information;
- la sécurité des communications;
- la protection de la propriété;
- la sécurité des transactions financières interbancaires ou privées;
- la sécurité de la protection des données;

Les derniers événements liés à l'élection du président des États-Unis et la possibilité suggérée par certains spécialistes qu'ils aient été manipulés par une campagne de désinformation dans l'environnement virtuel peuvent être un exemple des effets négatifs qui peuvent survenir en raison du manque de législation sur l'utilisation des données et informations dans l'environnement virtuel.

C'est pourquoi nous devons attirer l'attention des autorités nationales et internationales sur la nécessité de rédiger des règles claires concernant l'accès et l'utilisation des données, le transfert et le contrôle d'informations, une réglementation claire concernant les limites et les conditions de la supervision, le niveau et l'étendue de l'utilisation de l'information numérique dans la vie publique et privée, dans l'économie, l'administration ou dans l'armée et la sécurité.

Troisièmement, l'évaluation de l'impact de la numérisation généralisée est obligatoire.

Les métiers traditionnels peuvent disparaître et être remplacés par d'autres métiers, automatisés et exécutés par des machines.

Dans ce contexte, le chômage augmentera à un niveau élevé et les travailleurs n'auront qu'une seule alternative: la requalification professionnelle, coûteuse et plus difficile pour les personnes de plus de 50 ans.

Les relations de travail subiront des transformations importantes, car l'utilisation des technologies de l'information et le remplacement des personnes par des machines ne nécessiteront plus de salaires et de contrats de travail.

Les grands groupes qui contrôlent l'économie mondiale auront plus de leviers, beaucoup plus efficaces, dans le processus de mondialisation et de l'accès aux ressources, par la sécurisation de l'accès à l'information et aux données détenues par des technologies de pointe, compromettant ainsi la sécurité de la conservation des données par les autorités de l'État.

L'écart entre les pays pauvres et les pays riches s'élargira, l'accès aux nouvelles technologies étant limité et conditionné par ceux qui les possèdent.

Tous ces scénarios doivent être évités.

Nous devons tous nous asseoir à la table des négociations: les décideurs politiques, les syndicats, les ONG, les employeurs, les experts dans tous les domaines, les scientifiques, et réfléchir comment rendre l'impact de la révolution numérique sur l'avenir de l'humanité avantageux pour les gens, comment le rendre sûr, sécurisé, contrôlable, réglable, facile à corriger et orienté vers les valeurs humaines: solidarité, paix, tolérance, esprit civique.

L'ère numérique a commencé. C'est seulement à nous de le comprendre, d'en anticiper les effets et de les exploiter.

À la fin de mon discours, j'aimerais remercier encore une fois M. Agripino Núñez Collado pour son travail remarquable et efficace à la tête de l'AICESIS.

Je souhaite de tout mon cœur qu'il m'accorde le privilège de rester à nos côtés et de continuer à veiller sur l'activité déployée par l'AICESIS.

Chers collègues, représentants des conseils économiques et sociaux et des institutions similaires, je vous remercie de la confiance que vous avez faite à notre conseil lors de la réunion du Conseil d'administration de l'AICESIS de Luxembourg, le 2 mars 2017, date à laquelle il a été décidé que la Roumanie assumerait la présidence de l'AICESIS pour le mandat suivant.

Au cours de mon mandat de président de l'AICESIS, j'ai l'intention de poursuivre les travaux de mes prédécesseurs et d'apporter ma contribution au développement de l'AICESIS, à la promotion de l'activité de notre Association, à la mise en œuvre des missions de l'AICESIS et au renforcement de l'AICESIS au niveau international.

Que la force de la solidarité soit avec nous et qu'elle nous guide! ■